

Vanité

Kawkab al-Sharq, 8 avril 1933

Si vous voyez, dans l'ordre politique, social ou économique, quelque mal, et vous convainquez que sa suppression est un devoir, et que l'établissement du bien à sa place est une nécessité inéluctable, il est alors de votre droit d'appeler à ce que vous croyez juste, et de votre devoir de persister à y appeler. Vous pécheriez envers vous-même si vous taisiez votre opinion et la cachiez aux autres ; et vous pécheriez envers les autres si vous ne les orientiez pas vers les sources du mal dans leur vie, et ne les guidiez pas vers ce qui recèle utilité et bien.

Ce sont là des vérités premières — des vérités qui semblent, à qui les énonce, ne rien dire de nouveau, et semblent, à qui les entend, n'entendre rien d'original, tant elles ont été répétées parmi les hommes, en toute époque et en tout lieu, au point que ceux qui les disent et ceux qui les entendent s'en sont lassés. Et pourtant, malgré cela, elles demeurent obscures, et leur obscurité demeure la source de bien des maux dans la vie des nations et des peuples ; et peut-être cette même obscurité est-elle la source même de la corruption et du trouble où nous nous trouvons à présent.

Nous pouvons nous tromper en confondant le droit et le devoir, aller à l'excès dans l'évaluation de ce droit et de ce devoir ; et cette erreur, cet excès, peuvent nous pousser à vouloir réformer et à mal faire, à vouloir guider et à égarer, à nous proposer d'instruire et à nous retrouver empêtrés dans l'agression.

Nous nous persuadons d'une opinion, et cette conviction nous éblouit, nous laissant croire que nous seuls avons raison, et que tous les autres se trompent. Bientôt, cette vanité s'empare de nous et nous pousse à fouler aux pieds la liberté ; et nous voilà tentant d'imposer nos opinions aux autres par la force, de les contraindre, malgré eux, à accepter le bien que nous leur voulons ; nous voilà revendiquant pour nous-mêmes l'infailibilité et nous absolvant de toute erreur, sacralisant nos propres opinions, et traitant en ennemis ceux qui ne les partagent pas ou ne les soutiennent pas, nous conduisant envers eux comme envers des ennemis.

Et peut-être, lorsque vous chercherez à comprendre la crise à laquelle nous ont contraints le président du Conseil et ses partisans, ne trouverez-vous d'autre explication que cette même vanité dans laquelle

tombent si souvent les hommes d'opinion, en politique, en économie et dans les affaires sociales.

Le président du Conseil et ses associés jugèrent notre ancien ordre politique un mal, parce qu'il ne convenait pas à leurs espoirs, à leurs ambitions, à leurs idéaux les plus élevés du gouvernement et de l'administration. Ils y virent des principes qu'il fallait supprimer, et d'autres principes qu'il fallait établir à leur place. Ils virent que le suffrage universel direct ne les mènerait jamais au pouvoir, ne leur garantirait jamais la majorité populaire ; et ils virent que, si l'autorité du Parlement demeurait vaste, ses limites reculées, elle ne leur permettrait jamais de rester au pouvoir, si le hasard et les circonstances venaient à les y élever. Ils voulurent donc restreindre et rétrécir le suffrage, et voulurent brider l'autorité du Parlement et lui rogner les ailes. Ils tentèrent d'y appeler, et échouèrent ; ils insistèrent dans la tentative, et nul ne leur répondit, nul ne crut en eux.

Et ce refus de coopération, ce détournement de leur appel, suscita leur colère contre ceux qui, appelés, ne répondaient pas, et, pressés de suppliques, n'y prêtaient nulle attention. Cette colère ne fit qu'accroître leur foi en leurs propres opinions, leur confiance en elles, si bien qu'ils s'y obstinèrent et s'y attachèrent davantage. Et il ne fallut pas longtemps avant qu'ils ne fussent séduits par ces opinions, et ne sombrassent dans l'excès de leur propre vanité, jusqu'à croire que ces opinions seules étaient la vérité, que ces opinions seules étaient le bien, et que tout le reste était mensonge, que tout le reste était mal. Puis ils se mirent à réfléchir et à calculer, se mirent à aller et venir, à tramer comment imposer ces opinions aux gens par la force, comment pousser les gens vers ces opinions malgré eux — la persuasion les ayant épuisés, et la voie calme et confiante du simple appel leur ayant fait défaut.

Là, le plan fut parachevé, et le président du Conseil bondit au pouvoir ; il se souleva contre l'ancienne Constitution, dissolut l'ancien Parlement, institua l'ordre nouveau qu'il institua, tint l'élection qu'il tint, et conduisit les affaires de l'Égypte, depuis qu'il a pris le pouvoir, avec force et violence, contraignant le peuple à ce que lui-même veut, forçant le peuple à ce que lui-même préfère.

Il y eut, en Europe, des mouvements de réforme dont l'apparence était force et rigueur, et comme le président du Conseil se trouva vite des semblables et des égaux, et comme ses partisans furent prompts à le comparer à Mussolini en Italie — et le voici désormais mesuré à Hitler en

Allemagne. Et pourtant, le président du Conseil, le jour où il abolit la Constitution, n'était rien d'autre qu'un hors-la-loi contre l'ordre, un malfaiteur envers la loi, un malfaiteur envers la nation tout entière. Car la réforme politique, sociale ou économique ne devrait jamais être imposée de force à un peuple ; les communautés ne devraient jamais y être contraintes alors qu'elles la détestent et s'en détournent ; les peuples ne devraient jamais y être forcés par la puissance du fer et du feu. Bien plus, le réformateur ne devrait jamais toucher ceux qu'il veut réformer du moindre tort, si léger ou grave soit-il, lorsqu'ils se détournent de la réforme qu'il leur apporte. Et si un préjudice doit, au nom de la réforme, frapper quelqu'un, il devrait frapper les réformateurs eux-mêmes ; et ces réformateurs devraient se préparer eux-mêmes à endurer le préjudice et à affronter l'adversité, voire la mort elle-même parfois, pour la cause de la réforme à laquelle ils appellent.

Et peut-être ces jours-ci mêmes, qui marquent le début de la nouvelle année hégirienne et rappellent aux musulmans leur histoire, sont-ils riches d'enseignements et d'avertissements pour quiconque la vanité a fait oublier, de sorte qu'il leur incombe de s'en souvenir. Car celui qui appela les hommes à l'islam, le fondateur de cet État islamique, ne fit de mal à personne, n'imposa jamais sa religion aux hommes par la contrainte, ne les fit jamais entrer dans cette religion malgré eux ; il appela les hommes vers elle avec douceur, avec amour, avec compassion pour eux. Et en retour de cette douceur, il rencontra chez eux la violence ; en retour de cet amour, la haine ; en retour de cette compassion, la dureté et l'épreuve. Et pourtant il ne cessa jamais de les appeler vers la voie de son Seigneur par la sagesse et la belle exhortation, de discuter avec eux de la manière la plus gracieuse, si bien que les meilleurs d'entre eux lui répondirent, tandis que les pires d'entre eux le rencontrèrent avec l'injustice et l'agression — jusqu'à ce que la parole de Dieu triomphât, que Sa lumière se répandît, que Sa religion devint puissante, et que même ceux qui s'étaient soulevés contre elle et l'avaient reniée finissent par y croire.

Quant à ceux à qui l'on fait l'éloge du président du Conseil de ressembler, dont on dit qu'il suit l'exemple — ils ne se sont jamais soulevés contre l'ordre de leur propre pays comme le président du Conseil s'est soulevé contre l'ordre du sien. Mussolini n'est jamais parvenu au pouvoir en Italie qu'après être d'abord parvenu à sa direction ; et Mussolini n'est jamais parvenu à la direction de l'Italie qu'après avoir mené un combat pacifique et doux, fait d'appels au bien et

d'insistance dans le conseil, jusqu'à ce que ceux qui devaient lui répondre lui répondissent, et que ceux qui devaient être convaincus par son opinion le fussent, et qu'une majorité italienne se rassemblât autour de lui, lui permettant de réclamer le pouvoir et de l'obtenir, et de forger pour l'Italie un ordre nouveau tout entier.

Et Hitler lui-même n'est jamais parvenu au gouvernement de l'Allemagne qu'après avoir appelé les hommes à son opinion et les en avoir convaincus, et rassemblé autour de lui cette majorité qui lui valut la victoire aux urnes, si bien que le président de la République allemande se vit contraint de lui remettre les rênes du pouvoir — pouvoir qu'il lui avait longtemps refusé, et qu'il avait défendu contre lui avec une résolution farouche et têtue.

Il y a une distance immense entre notre président du Conseil et les véritables réformateurs qui méritent d'être appelés de ce nom. Il n'a jamais lutté pour répandre sa propre opinion, n'a jamais insisté pour y appeler, n'a jamais rencontré le moindre tort en le faisant, n'a jamais affronté la moindre adversité en le faisant. Les circonstances lui furent au contraire préparées, les affaires lui furent arrangées, puis on l'installa simplement sur un siège, on lui remit les rênes du pouvoir, et on lui dit : va — et il alla, ne touchant à rien sans le bouleverser violemment, sans s'y livrer à toutes sortes d'excès. Et malgré tout cela, il ne se contenta pas d'avoir tout reçu sans effort ni peine ; il alla plus loin, et soumit sa propre nation à toute sorte de labeur et de difficultés, inversant l'ordre naturel des choses : s'épargnant à lui-même le confort, au nom de la réforme, tout en condamnant sa nation à la misère et à la souffrance, au nom de ce qu'il tient pour une réforme.

Pour cette raison, notre président du Conseil n'a réussi en rien, n'a rien réformé ; et notre président du Conseil finira par descendre du pouvoir, ne laissant derrière lui, dans cette nation, d'autre trace que ces souvenirs douloureux, dépeignant le tourment qu'il déversa sur sa nation, le mal qu'il fit s'abattre sur elle. Quant à la politique qu'il imposa, elle ne se maintiendra jamais une fois qu'il sera lui-même descendu du pouvoir — précisément parce qu'il est parvenu au pouvoir avant de posséder cette véritable force populaire ; il est parvenu au pouvoir avant d'avoir convaincu le peuple de ses vues sur la réforme. Son accès au pouvoir aurait dû être le résultat de son effort, non son préalable.

Sidqi Pacha démissionnera, ou sera révoqué, et tout se dissoudra autour de lui, et tout homme se dispersera loin de lui, et les choses

reviendront, après lui, à ce qu'elles étaient avant lui.

Quant aux véritables réformateurs, ils se retirèrent entièrement du pouvoir — bien plus, ils quittèrent cette vie, et leur réforme demeura forte après eux, son empire ne fit que s'étendre — parce qu'ils ne suivirent jamais, vers leur réforme, ce chemin qu'a suivi le président du Conseil, et ne se favorisèrent jamais eux-mêmes de ce même confort dont le président du Conseil s'est favorisé lui-même.

Comme il conviendrait donc à ceux qui songent à la réforme politique, économique et sociale de tirer leçon de cette dure leçon que les jours ont infligée à notre président du Conseil, et de savoir que les nations ne se contraignent jamais au bien par la force, mais s'en persuadent par la persuasion, et s'y laissent attirer par l'incitation. Et Dieu — qui S'est réservé seul la perfection, qui S'est réservé seul la puissance et l'autorité — n'a jamais contraint les hommes au bien, ne les y a jamais poussés par la rigueur et la violence ; Il n'a commandé à Son Prophète que de les y appeler par la sagesse et la belle exhortation, de les y attirer par l'argument et l'exemple, et d'endurer, pour cette cause, le préjudice qu'il eut à endurer, et de supporter, pour cette cause, l'adversité qu'il eut à supporter.

Dieu préférerait-Il donc la miséricorde et la douceur, et l'appel au bien de la manière la plus gracieuse — tandis que les hommes refusent tout autre moyen que de contraindre les nations et les peuples à ce qu'ils ne veulent pas ?